

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Béthune, le 20/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DAINVILLE RECYCLAGE SAS**

ZI, 21 rue Gay Lussac  
62000 Dainville

Références : 381-2025  
Code AIOT : 0007001632

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2025 dans l'établissement DAINVILLE RECYCLAGE SAS implanté ZI, 21 rue Gay Lussac 62000 Dainville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 27 juin 2025 a été réalisée suite à une explosion survenue le lundi 23 juin 2025 dans le broyeur de la société DAINVILLE RECYCLAGE à DAINVILLE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DAINVILLE RECYCLAGE SAS
- ZI, 21 rue Gay Lussac 62000 Dainville
- Code AIOT : 0007001632

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DAINVILLE RECYCLAGE exploite un broyeur sur le site et un centre de véhicules hors d'usage à proximité qui assurent la prise en charge, le stockage et broyage de métaux divers et des véhicules hors d'usages dépollués à Dainville (Puissance installée 1838kW).

L'installation reçoit :

- pour sa majorité, des ferrailles provenant des particuliers et professionnels,
- des véhicules hors d'usage (VHU) dépollués remis par d'autres installations classées,
- des VHU dépollués provenant de l'installation de dépollution située à proximité du site, au 4 rue Gay-Lussac à DAINVILLE. Ces VHU proviennent des particuliers, des garagistes ou des compagnies d'assurance.

Les opérations effectuées sur le site consistent au contrôle de tous les déchets ferreux ou non ferreux entrants, à leur démontage le cas échéant et leur broyage avant commercialisation des sous-produits. Le volume des métaux admis sur site est limité 75000t maximum qui comprennent un nombre maximal de véhicules admis de 3300 par an.

À cet effet, l'exploitation est réglementée par un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 25 octobre 2002. La société dispose également d'un agrément préfectoral «broyeur» référencé sous le numéro PR 62 0000 13 B en date du 12 octobre 2006. Ce dernier a été renouvelé par arrêté du 02 juillet 2014 puis par arrêté du 13 novembre 2018 pour 6ans à compter du 11 octobre 2018, soit jusqu'au 11 octobre 2024 inclus.

Un arrêté préfectoral complémentaire a été signé le 09 septembre 2013 pour encadrer les règles de circulation du site.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	PC1	Arrêté Préfectoral du 25/10/2002, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	PC2	Arrêté Préfectoral du 25/10/2002, article 17.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été réalisée suite à l'explosion survenue dans le broyeur le 23 juin 2025.

La visite du 27 juin 2025 a permis d'échanger sur l'analyse des causes de l'incident et notamment la présence d'un corps creux à l'origine de l'explosion. Dans ce cadre, l'inspection a demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs (descriptifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives requises (il pourra s'agir de la présence permanente d'un réceptionniste au niveau de la zone de réception ou de déchargement pour vérifier l'absence de corps creux non neutralisés, ou de toutes autres dispositions susceptibles de présenter des garanties d'efficacité équivalentes...).

Ces documents ainsi que le rapport circonstancié de l'incident devront être transmis dans les plus brefs délais à l'inspection.

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2002, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Aires de travail Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées, sont réservées pour la préparation des moteurs des véhicules automobiles ainsi que le dépôt de copeaux, tournures, pièces, matériels etc...enduits de graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, etc... Un emplacement spécial est réservé pour le dépôt et la préparation : a) des objet suspects et volumes creux, non aisément identifiables, ainsi que des volumes creux clos ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc...) en vue de leur remplissage ou de leur vidange, b) des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc...) en vue de leur remplissage ou de leur vidange (bidons, fûts, enveloppes métalliques diverses) ainsi que des tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux.
<b>Constats :</b>  L'incident est survenu le 23 juin 2025 à 9h20 lors de la manipulation d'un grappin de ferrailles. Pendant cette phase, une explosion s'est produite dans le broyeur. L'objet en question n'a de ce fait pas pu être clairement identifié. L'explosion a provoqué un panache de fumée, sans autre conséquence apparente. L'incendie qui a suivi a été circonscrit très rapidement par la mise en œuvre des procédures de sécurité internes avec l'arrosage depuis la grue avec un RIA placé en surplomb ; il a permis de maîtriser l'incendie en quelques minutes. Aucune intervention externe n'a été nécessaire. Aucune dégradation de matériel ni conséquence humaine n'ont été constatées, l'intervention rapide ayant permis d'éviter toute propagation ou de dégât. Les conséquences financières se limitent à l'arrêt de l'outil pendant moins de deux heures. La visite du 27 juin 2025 a permis de revenir sur l'analyse des causes et sur le type de déchets qui

aurait provoqué l'explosion à l'intérieur du broyeur.

Selon l'exploitant il s'agit d'un élément de type corps creux (bouteille de gaz ou autres objets sous pression).

Selon la date de l'explosion, les éléments en cause proviendraient du contenu de deux bennes de ferrailles issues des déchèteries de Dainville et d'Achicourt gérées par le SMAV. Dans ce contexte, une lettre de rappel des consignes a été envoyée à l'ensemble des fournisseurs et notamment au SMAV pour leur rappeler l'interdiction de dépôt de corps creux ou objet sous pression dans les bennes de ferraille.

En interne, il a été décidé de renforcer les contrôles visuels avec notamment l'embauche d'un réceptionniste pour effectuer un contrôle en amont du traitement.

A l'issue de l'inspection, il a demandé à l'exploitant de :

- rédiger une procédure visant à encadrer très précisément les conditions de réception des déchets, cette procédure devra prévoir la présence permanente d'un réceptionniste au niveau de la zone de réception ou de déchargement pour vérifier l'absence de corps creux non neutralisés (option privilégiée et a priori décidée par l'exploitant), ou à défaut, d'autres dispositions présentant des garanties d'efficacité équivalentes et justifiées

- mettre en place des dispositions techniques visant à réduire la probabilité d'un incident comparable (multiplication des caméras, évolution de la qualité de celles déjà en place, mise en place d'une barrière légère au niveau du pont bascule pour réguler les flux, contrôle systématique des chargements, ouverture des véhicules tôlés de type fourgon etc....).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : PC2

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/10/2002, article 17.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déchet

**Prescription contrôlée :**

Dispositions particulières a l'installation de broyage

Afin de limiter les risques d'explosion dans le broyeur, l'exploitant s'assurera que les véhicules hors d'usage entrants sur le site sont dépollués (vidange des réservoir de carburant, d'huile, ...) et un contrôle visuel sera effectué afin de vérifier l'absence de corps creux.

**Constats :**

Aucun véhicule non dépollué n'est aujourd'hui admis sur le site. Les véhicules hors d'usage gérés par la société sont systématiquement dirigés vers l'installation de dépollution de la société située au 21 rue Gay Lussac à Dainville qui est encadrée par l'arrêté d'enregistrement du 21/05/2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite